





**« LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE »**



## Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica .....	7
Introduction par Mme Marie-Françoise Bechtel, Vice-Présidente de la Fondation Res Publica, députée de l'Aisne .....	8
« <i>La relation Royaume-Uni-Union Européenne, état des lieux</i> » par Mme Pauline Schnapper, professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle, auteur de « <i>Le Royaume-Uni doit-il sortir de l'Union européenne ?</i> » (La Documentation française 2014) .....	10
« <i>La politique intérieure Royaume-Uni : diagnostic</i> » par M. Charles Grant, Directeur du <i>Center for European Reform</i> (CER) .....	13
« <i>Le Royaume-Uni entre l'amarrage à l'Europe et la tentation du grand large</i> » par M Vivien Pertusot, Responsable du bureau de l'Institut français des relations internationales (Ifri) à Bruxelles .....	17
« <i>Réforme de l'Union Européenne : propositions britanniques</i> » par Sir Peter Ricketts, Ambassadeur de Grande-Bretagne en France .....	23
Débat final.....	29



Mesdames, Messieurs, chers amis, le colloque de ce soir a trait aux rapports compliqués du Royaume-Uni et de l'Union Européenne.

Face à la montée d'un sentiment eurosceptique en Grande-Bretagne et compte tenu de l'engagement pris par le Premier ministre britannique, M. Cameron, de recourir à un référendum si la renégociation des traités européens ne donnait pas satisfaction à la Grande-Bretagne, peut-on totalement exclure l'hypothèse du « *Brexit* » (*British exit* : on désigne ainsi la sortie éventuelle du Royaume-Uni de l'Union Européenne) ? C'est une question que nous posons naïvement car il est toujours difficile pour nous d'interpréter ce qui se passe à l'horizon quelque peu brumeux de l'outre-Manche...

Que souhaiterait renégocier le Royaume-Uni ?

Quelle est la probabilité d'un référendum et quelle en serait l'issue ?

Quelles conséquences en résulterait-il pour le Royaume-Uni, pour l'Europe, pour la France et comment parer à ces éventuelles conséquences ?

Vous pouvez ne pas répondre à la quatrième question, Monsieur l'ambassadeur, si vous considérez que cette hypothèse mérite d'être tout simplement écartée.

Je vais donner la parole à Mme Marie-Françoise Bechtel, députée de l'Aisne et vice-présidente de la Fondation Res Publica.

Nous entendrons ensuite Mme Pauline Schnapper, professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle, auteur d'un livre intitulé « *Le Royaume-Uni doit-il sortir de l'Union européenne ?* » (La Documentation française : 2014). « *doit-il* » peut s'interpréter très différemment en français : Est-il probable qu'il sorte ? Est-il dans son intérêt de sortir ?... En tout cas, Mme Schnapper insistera sur ce qui fait la particularité de la relation du Royaume-Uni à l'Europe.

Puis M. Charles Grant, directeur du *Center for European Reform* (CER), mettra en lumière les facteurs intérieurs dans le rapport entre le Royaume-Uni et l'Europe.

Enfin, M. Vivien Pertusot, responsable du bureau de l'Institut français des relations internationales (Ifri) à Bruxelles, nous parlera de la vision britannique de la mondialisation et du rôle qu'elle joue dans le rapport du Royaume-Uni à

l'Europe. Sans doute évoquera-t-il le Traité de libre-échange transatlantique actuellement en cours de négociation.

Monsieur l'ambassadeur, Sir Peter Ricketts, qui nous fait le grand honneur d'être parmi nous, trouvera dans ces exposés matière à réagir. La conversation qui s'ensuivra nous permettra de mieux voir, c'est cela qui nous intéresse le plus, ce que la Grande-Bretagne et la France peuvent faire ensemble au XXI<sup>ème</sup> siècle : c'est cela qui nous intéresse le plus.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL
-------------------------

Merci, Monsieur le président.

Mesdames et Messieurs les intervenants,

Monsieur l'ambassadeur,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je salue la présence de Monsieur l'ambassadeur Patrick Hénault, président de l'Association France – Grande-Bretagne, qui nous fait l'honneur d'être parmi nous.

La question européenne est pour la Fondation Res Publica un objet de réflexion privilégié, abordé à de multiples reprises, qu'il s'agisse d'analyser les problèmes et perspectives de la monnaie unique ou les questions posées par l'organisation d'une Union porteuse de grandes difficultés dans son fonctionnement – nous le voyons bien aujourd'hui – et, peut-on penser aussi, dans sa conception même. Au cours de cette réflexion, nous ne pouvons pas ne pas rencontrer la question de la place dans cet ensemble d'un des plus grands pays de notre continent, un des plus grands pays du monde aussi, d'autant que ce pays se pose lui-même la question de son appartenance provisoire ou définitive à l'Union Européenne.

On peut penser que le Royaume-Uni se pose cette question avec une certaine constance depuis son adhésion à la CEE en 1973. Osant un raccourci historique – dont on me pardonnera l'inévitable arbitraire – je dirai qu'un malentendu durable par rapport au continent européen semble s'être installé dans votre pays, Monsieur l'ambassadeur.

Ce malentendu a une triple portée qui pourrait fournir les trois axes de notre interrogation :



D'abord un malentendu historique, si l'on veut bien se souvenir que les trois plus grandes puissances européennes (quatre si l'on remonte au XVI<sup>ème</sup> siècle) ont été à tour de rôle en concurrence pour exercer un *leadership* sur le continent européen. La création d'une union partiellement intégrée n'a pas aboli la concurrence des puissances qui a tellement marqué notre histoire diplomatique. C'est peut-être ce qu'exprime à sa manière le Royaume-Uni, d'autant que ses liens transatlantiques compliquent encore cette question.

Le deuxième visage de ce malentendu est le malentendu institutionnel, dans la mesure où une grande organisation de construction et à tendance fédéralistes vient heurter la vision de la souveraineté du plus vieil État-nation de notre continent. Nous-mêmes, en France, interrogeons avec une certaine persistance la manière dont la souveraineté de notre pays peut être « ingérée » par l'ensemble fédéraliste européen.

Enfin, on ne saurait bien entendu évacuer la question économique. L'Union Européenne a proposé une vision reposant sur un modèle économique qui, de l'autre côté de la Manche, pouvait ne pas paraître en phase avec la vision britannique, largement marquée par le libéralisme. Quant à l'intégration à une monnaie unique, la Grande-Bretagne a eu le bon sens d'en voir les limites et les atteintes qu'elle portait à sa souveraineté elle-même.

Ce sont ces trois questions que nous pourrions chercher à élucider ce soir dans l'esprit de la problématique définie par Jean-Pierre Chevènement :

Nous commencerons par un état des lieux de la question européenne telle qu'elle se pose dans toutes les dimensions que nous demanderons à Mme Pauline Schnapper, professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle et auteur de l'ouvrage très éclairant « *Le Royaume-Uni doit-il sortir de l'Union européenne ?* » (La Documentation française : 2014).

Nous nous tournerons ensuite vers M. Charles Grant, directeur du *Center for European Reform* (CER), qui nous livrera son diagnostic sur la manière dont la politique intérieure britannique porte ce qu'il est convenu d'appeler « l'euroscpticisme » et sur l'évolution prévisible de cette question.

Enfin, M. Vivien Pertusot, responsable du bureau de l'Institut français des relations internationales (Ifri) à Bruxelles, pourra nous éclairer sur la question essentielle du rapport du Royaume-Uni à la mondialisation, à la fois comme acteur de la mondialisation et par la vision que ce pays en a, avec les conséquences de ce rôle et de cette vision sur la politique britannique vis-à-vis d'une Europe elle-même tout entière plongée dans la mondialisation.

Enfin, *last but not least*, Monsieur l'ambassadeur, vous nous éclairerez sur la vision de l'Europe qu'a votre pays aujourd'hui, sur le rôle qu'il entend y jouer, sur sa conception de certains intérêts communs – ou supposés communs – tels que la défense ou la diplomatie. Vous avez accepté pour finir de dialoguer avec Jean-Pierre Chevènement sur une question cruciale : Que serait l'Union Européenne si le Royaume-Uni venait à en sortir et quelles seraient les répercussions – vous nous pardonneriez de vous poser la question – sur notre pays si une telle sortie devait se produire ?

Je remercie tous les intervenants et je donne la parole à Pauline Schnapper.

PAULINE SCHNAPPER
-------------------

*La relation Royaume-Uni – Union Européenne, état des lieux*

Je remercie la Fondation Res Publica, et singulièrement son président, pour son invitation.

Je laisserai les questions d'actualité aux autres intervenants pour revenir en quelques minutes sur les facteurs qui expliquent la mauvaise réputation du Royaume-Uni dans l'Union Européenne où il est perçu, en particulier en France, comme un partenaire difficile qui n'a finalement jamais été européen et n'a qu'une idée : sortir de l'Union Européenne dès qu'il le pourra. Je tenterai d'expliquer les origines de cette réputation et surtout de la nuancer et de la comprendre.

L'image du Royaume-Uni dans notre pays est celle d'un État membre entré tardivement dans la construction européenne (seize ans après la création de la CEE), souvent réticent devant les projets d'intégration, à commencer par la monnaie unique mais aussi à propos de Schengen, de la Politique agricole commune, du budget etc. Avant que le résultat de cette situation soit analysé, je voudrais revenir sur les facteurs structurels qui expliquent que le Royaume-Uni ait été un partenaire un peu différent des États membres fondateurs de la CEE.

L'idée selon laquelle l'insularité britannique expliquerait que le Royaume-Uni n'a jamais été et ne sera jamais un pays européen me semble à écarter tout de suite. Le meilleur contre-exemple est l'Irlande pour laquelle, en dépit de son

insularité, l'intégration de l'Europe a posé beaucoup moins de problèmes que pour le Royaume-Uni. Le Royaume-Uni est une île mais il n'a jamais été insulaire, il ne s'est jamais détourné du continent européen, il s'est toujours intéressé à ce qui s'y passait, aux menaces qui pouvaient en venir, mais aussi aux échanges avec ce continent. Donc je ne crois pas que le problème vienne de là.

En revanche, plus importants sont les choix qui, au cours des deux ou trois derniers siècles, ont été faits du point de vue de l'identité britannique et de la façon dont le Royaume-Uni a voulu organiser, définir sa place en Europe et dans le monde. En effet, dès le XVII<sup>ème</sup> siècle, le Royaume-Uni s'est construit et s'est défini en opposition au continent européen, du double point de vue de la religion, protestante par opposition au catholicisme du sud de l'Europe, et de la constitution, celle d'une démocratie parlementaire à une époque où l'Europe était dominée par des monarchies plus ou moins absolues.

Le Royaume-Uni s'est défini comme différent et cette construction, cette identité, est restée très forte jusqu'au XX<sup>ème</sup> siècle.

S'est ajouté à cette opposition au continent ce que Churchill a appelé « le choix du grand large », choix de l'empire, choix du commerce avec le monde entier et choix du libéralisme économique qui n'était pas forcément partagé sur le continent.

Un autre facteur est lié à celui-là : l'expérience de la Seconde guerre mondiale, vécue de manière très différente sur le continent et au Royaume-Uni. Contrairement aux pays continentaux, le Royaume-Uni est sorti victorieux de la guerre et, surtout, muni de la fameuse « relation spéciale » avec les États-Unis qui, pour des raisons parfaitement compréhensibles, a été la priorité absolue de la diplomatie britannique après 1945. Ce choix de la « relation spéciale », fondé tant sur des raisons stratégiques, dans le contexte de la Guerre froide, que sur des choix économiques et politiques, a fait que l'intégration dans une Europe vaincue, affaiblie et soupçonnée de protectionnisme, n'est pas allée de soi.

Ces facteurs expliquent en bonne partie l'entrée tardive du Royaume-Uni, pour des raisons de pragmatisme économique plutôt que pour des raisons d'idéalisme politique. Il ne faut pas oublier non plus les deux vetos du Général de Gaulle, en 1963 et 1967, qui ont différé l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. Celle-ci a été contemporaine de la grande crise économique des années 1970 et, me semble-t-il, depuis cette époque, l'Europe n'est pas associée outre-Manche à l'idée de prospérité. L'Europe a été un choix par défaut, à un moment de déclin économique. Cela explique en partie le fait que l'Europe n'a jamais été

aussi populaire au Royaume-Uni que dans d'autres pays membres, même dans les périodes fastes comme les années 1980.

Pour autant, si elle me semble partiellement juste, la réputation britannique est à nuancer. N'oublions pas que depuis quarante ans le Royaume-Uni a contribué, à divers titres, à la construction de l'Europe. Entre autres, le Royaume-Uni a apporté sa tradition politique et économique libérale à la construction de l'Europe et elle a posé beaucoup de bonnes questions à ses partenaires. J'en citerai une seule : L'Europe a-t-elle raison de consacrer 40 % de son budget à la protection de l'agriculture européenne ? Ne devrait-elle pas plutôt utiliser ses ressources limitées pour des projets d'avenir (la recherche, les universités, les technologies etc.) ? C'est une des nombreuses questions soulevées par le Royaume-Uni qui me semblent être utiles pour le débat européen.

Une autre est devenue cruciale depuis quelques années : celle de la dimension démocratique de la construction européenne. Depuis le départ, le Royaume-Uni pose la question de la possibilité même d'établir à l'échelle européenne une véritable démocratie supranationale dans laquelle les peuples européens puissent se projeter. Même si on peut ne pas partager les réponses assez largement négatives que donne le Royaume-Uni à cette question – qu'il a été le premier à poser – celle-ci est devenue cruciale, comme en témoigne l'anti-européanisme grandissant parmi les opinions publiques en Europe.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL
-------------------------

Je vous remercie pour cette synthèse, remarquablement rapide et éclairée, des différents éléments – que vous avez d'ailleurs hiérarchisés – qui font du Royaume-Uni ce que vous avez très bien appelé un partenaire « différent ».

Vous avez évoqué l'apport de la tradition politique et économique libérale qui, elle-même, recèle beaucoup de questions. Vous avez aussi posé la question de la manière dont le Royaume-Uni « secoue le cocotier » en ce qui concerne les grands financements européens. Mais la question de l'agriculture, un immense défi pour le monde de demain, ne devrait pas être sous-estimée.

Je vais passer la parole à M. Grant. Dans un article publié par *La Croix* en 2010<sup>1</sup>, il mettait en question l'idée même que la Grande-Bretagne serait le pays du libéralisme économique. En réalité, écrivait-il, le rôle de l'État est beaucoup plus important au Royaume-Uni que ce que l'on dit ou ce que l'on croit généralement.

Je lui passe la parole pour le diagnostic de la politique intérieure du Royaume-Uni et notamment du fameux euroscepticisme.

CHARLES GRANT
---------------

### *La politique intérieure Royaume-Uni : diagnostic*

Je parlerai de la stratégie de David Cameron et – pour provoquer Sir Peter Ricketts – des raisons pour lesquelles elle pourrait bien échouer. Puis, analysant la montée du *United Kingdom Independance Party* (UKIP, Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni), je tenterai d'expliquer pourquoi l'opinion publique est tellement sceptique. Peut-être évoquerai-je plus tard dans le débat des effets d'un éventuel *British exit* sur l'Angleterre et sur l'Union Européenne.

La stratégie de David Cameron est très simple. Il s'est engagé, s'il remporte les prochaines élections législatives, à renégocier les termes de l'appartenance britannique à l'Union européenne puis à organiser d'ici 2017 un référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de cette Union Européenne réformée.

Cette stratégie de Cameron pourrait échouer pour des raisons internes et des raisons externes :

Le problème interne est qu'il n'a pas déployé beaucoup d'efforts pour entraîner l'adhésion de l'opinion publique à l'Union Européenne. En effet, il rencontre beaucoup de problèmes au sein du Parti conservateur où les eurosceptiques sont très puissants et les concessions qu'il leur consent ne font que renforcer leurs exigences (« Il donne des morceaux de viande rouge aux eurosceptiques pour que le monstre disparaisse mais, à chaque fois, le monstre

---

<sup>1</sup> « L'État dans tous ses états ». Charles Grant, directeur du *Center for European Reform*, laboratoire d'idées sur l'Europe : *L'État reste important en Grande-Bretagne* La Croix, 26 mars 2010.

revient demander plus de viande rouge », disent ses conseillers). C'est pour faire plaisir aux eurosceptiques qu'il a quitté le Parti populaire européen (PPE) des démocrates-chrétiens au Parlement européen et qu'il a fait voter, il y a trois ans, une loi prévoyant un référendum immédiat en cas de nouveau transfert de pouvoirs à l'Union Européenne. En décembre 2011 il a refusé de signer le pacte budgétaire européen (Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance), par lequel 25 des 28 Etats membres de l'Union Européenne s'étaient accordés pour limiter leur dette. Récemment, il a annoncé une politique très dure contre les immigrés européens. Il me rappelle un roi saxon qui régnait à la fin du X<sup>e</sup> siècle, *Æthelred the Unready* (*Æthelred le mal conseillé*), qui offrait de l'or, des *Danegelds* (tribut aux Danois<sup>2</sup>) aux Vikings chaque fois qu'ils attaquaient l'Angleterre, pour qu'ils partent. Les Vikings partaient pour revenir l'année suivante en demandant plus de *Danegelds*. D'une certaine manière, les tactiques de David Cameron ne sont pas beaucoup plus efficaces. Chaque fois qu'il donne quelque chose aux eurosceptiques pour les satisfaire, ils en demandent plus l'année suivante. Il n'a jamais vraiment essayé de convaincre les Britanniques que l'Union Européenne est une bonne chose, sauf, peut-être, lors de son discours de Bloomberg<sup>3</sup>, il y a deux ans. Probablement Cameron pense-t-il pouvoir convaincre les Britanniques au moment du référendum annoncé dans ce discours, mais peut-être sera-ce trop tard.

La deuxième raison pour laquelle la stratégie de Cameron pourrait échouer, c'est que sa tactique de réformes nécessite le soutien d'alliés en Europe. On ne peut réformer l'Union Européenne que si Angela Merkel, François Hollande, la Commission européenne, le Parlement européen sont d'accord pour accepter les réformes, qu'il s'agisse d'un rôle élargi pour les parlements nationaux, de mesures pour protéger et étendre le marché unique ou de dispositions pour limiter les aides sociales aux immigrés européens... Rien n'est possible sans les alliés. Or Cameron est en train de perdre ses alliés. Sa tactique, la priorité donnée aux eurosceptiques dans son parti, plutôt que « vendre » l'Union Européenne au public britannique, le discréditent auprès de beaucoup de

---

<sup>2</sup> *Danegeld* désigne également un impôt établi en Angleterre vers 1001 par le même *Æthelred II*. Il servait soit à acheter le départ des Danois dont les flottes désolaient les côtes, soit à solder les troupes destinées à les repousser. Maintenu longtemps après l'expulsion des Scandinaves, le *Danegeld* ne disparut que sous le roi Étienne d'Angleterre, en 1135.

<sup>3</sup> Discours sur l'Europe prononcé le 23 janvier 2013 à Bloomberg par le Premier ministre David Cameron.

gouvernements européens. D'autant que, pour s'opposer à l'arrivée de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission, le Premier ministre britannique est allé jusqu'à brandir la menace d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (il aurait dit à un dirigeant européen : « Si vous nous forcez à accepter Juncker, vous le regretterez ! Je pourrais bien faire campagne pour le Non lors du référendum britannique ! »). À mon avis, Cameron avait raison de s'opposer à la présidence de la Commission par J.C. Juncker mais ce genre de tactique est inefficace, contre-productive : avec de telles menaces, on perd ses amis.

À la décharge de Cameron, je dirai que s'il n'a pas pu vraiment « vendre » l'Union Européenne au peuple britannique jusqu'ici, c'est largement parce que UKIP (*United Kingdom Independance Party*) est très fort. Aujourd'hui, les sondages lui accordent presque 20 % des voix (30 % pour les conservateurs, 30 % pour les travaillistes, 8 % pour les libéraux, 6 % pour les verts). UKIP est en train de gagner des voix au détriment des conservateurs. C'est pour tenter de reprendre ces voix perdues que Cameron a suivi une stratégie de plus en plus eurosceptique. Le problème, c'est que cette tactique n'a pas marché. En effet, en parlant de plus en plus de l'immigration, il accroît le sentiment que les immigrés représentent un problème et, ce faisant, pousse les gens à soutenir UKIP dont c'est le « fonds de commerce ». Je crois qu'il l'a maintenant compris.

UKIP attire beaucoup de sympathisants pour plusieurs raisons.

D'abord, le peuple britannique n'a guère de sympathie pour l'Union Européenne, comme Pauline Schnapper l'a rappelé. Toutefois ce n'est pas un sujet de préoccupation pour la majorité des Britanniques.

En revanche ils sont hostiles à l'immigration et le génie de Nigel Farage, le meneur de UKIP, a été de confondre les deux sujets, l'Europe et l'immigration, en disant que pour contrôler ses frontières, le Royaume-Uni doit quitter l'Union Européenne. Et aujourd'hui, même les Britanniques qui ne souhaitaient pas forcément quitter l'Union Européenne se disent : Si on veut exclure tous ces Polonais, il faut quitter l'Union Européenne. Il est vrai que nous avons eu une vague d'immigration polonaise (un million) après 2004. L'immigration en Grande-Bretagne depuis dix ans, évaluée en « gros » à un demi-million chaque année (plus de 260 000 net), représente une pression importante sur les services publics. Si les couches moyennes se réjouissent d'avoir des plombiers polonais très bon marché, les classes populaires britanniques sont moins satisfaites.

UKIP gagne aussi des soutiens par un discours critique à l'égard de la classe politique, qui, en Angleterre comme en France, n'est pas très populaire. Les laissés pour compte (*left behind*) de la mondialisation ne se situent ni à gauche ni à droite mais ils sont nostalgiques des années 50. C'est à eux que s'adresse UKIP. Et Nigel Farage, très charismatique et plein d'humour, est beaucoup plus écouté que Cameron ou Ed Miliband !

Le scepticisme grandissant de l'opinion publique est dû en partie à la crise de l'euro. Même si nous n'en faisons pas partie, nous constatons que la zone euro est mal gérée : beaucoup de chômage, peu de croissance. Or les *leaders* de l'Eurozone sont aussi ceux de l'Union Européenne. Ils ne sont pas très avisés, ils commettent des erreurs économiques.

Il y a aussi la perception en Angleterre que nous Britanniques avons de moins en moins d'influence. La conviction que l'Union Européenne est menée par les Français et les Allemands pour promouvoir leurs intérêts et que nous ne pouvons pas influencer les événements à Bruxelles commence à s'avérer à cause des erreurs de tactique de David Cameron. En politique les *leaders* sont très importants. Ed Miliband, le *leader* des travaillistes, ne veut pas de référendum sur l'Europe. Son plaidoyer pour l'Europe n'est pas sérieusement convaincant. Malheureusement les *leaders* favorables à l'Europe ne sont pas capables de la « vendre ».

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL
-------------------------

Merci. J'ai cru entendre dans votre analyse de l'euro-scepticisme que le facteur de l'immigration et de la relation avec la notion de frontière est plus important que l'idée que l'Europe – et en particulier la zone euro – n'est pas un modèle économiquement performant (quasi récession, chômage...). Dans la hiérarchie des facteurs vous sembliez minorer le second. C'est ce qui m'a frappée dans votre intervention au cours de laquelle, comme d'autres personnes dans la salle peut-être, j'ai eu parfois l'impression qu'il était question de notre propre pays : captation du thème de l'immigration, course du parti conservateur derrière ce thème pour essayer de limiter l'euro-scepticisme.



Je vais maintenant passer la parole à Vivien Pertusot qui aura le rôle délicat non seulement d'expliquer la vision britannique de la mondialisation, liée au rôle que le Royaume-Uni y joue encore après avoir été lui-même hégémonique dans la mondialisation qui précéda la Première guerre mondiale, mais aussi de traiter la question, encore plus délicate peut-être, de la relation transatlantique, de la manière dont elle peut « pervertir » le lien du Royaume-Uni à l'Europe et de la manière dont l'Europe, intégrant le Royaume-Uni, pourrait rester indépendante de la relation transatlantique.

VIVIEN PERTUSOT
-----------------

*Le Royaume-Uni entre l'amarrage à l'Europe et la tentation du grand large*

Je vous remercie de votre invitation qui m'offre l'occasion, devenue rare en raison de mes fonctions à Bruxelles, de m'exprimer à Paris.

Vous esquissiez, Madame, un parallèle entre la France et le Royaume-Uni sur lequel j'enchaînerai pour tenter de répondre à vos questions.

L'histoire des deux pays est faite de grandeur et de prestige, de guerres et de conquêtes et tous deux sont aujourd'hui des puissances moyennes avec des ambitions globales et des moyens limités, de plus en plus limités.

Mais le parallèle s'arrête là. Comme l'a dit Pauline Schnapper, les Britanniques ont toujours eu tendance à choisir le grand large, ce que la France n'a pas fait, du moins pas à la même échelle.

C'est plutôt par défaut que les Britanniques ont choisi de rejoindre l'Union Européenne. Mais aujourd'hui, le seul vrai moyen pour le Royaume-Uni de projeter sa puissance à l'échelle internationale est d'utiliser l'Union Européenne, ce que les Britanniques ne savent pas faire, moins encore que les Français. C'est pourtant capital pour le Royaume-Uni en tant que puissance commerciale comme en tant que puissance militaire et en tant que nation.

Le Royaume-Uni, qui est à l'origine du libéralisme économique, a une vocation naturelle à virer vers le grand large plutôt qu'à s'amarrer au continent européen.

Mais surtout, les Britanniques ont compris beaucoup plus tôt que nous autres « Européens » que le monde est en train de bouger, que des puissances émergentes redessinent les plaques tectoniques internationales et que les puissances européennes vont y perdre, notamment au niveau des échanges économiques. Ceci n'est pas un aveu de déclin mais un simple constat. David Cameron citait très régulièrement une étude réalisée en 2013 sur les puissances en 2050<sup>4</sup> qui montrait que le Royaume-Uni pourrait perdre sa place parmi les dix premières économies internationales, passant de la 9<sup>ème</sup> à la 11<sup>ème</sup> place en 2050, ce qui, en soi, ne serait pas si catastrophique. Mais les Britanniques y voyaient le symbole du déclin, d'autant que selon un autre sondage il est possible qu'en 2017 les Britanniques passent de la 15<sup>ème</sup> à la 19<sup>ème</sup> place en termes de puissance manufacturière à l'échelle internationale<sup>5</sup>.

On a vu d'abord, notamment depuis 2008, comme un peu partout en Europe et de manière aussi peu coordonnée que dans le reste des pays européens, une volonté de diversifier les exportations. Aujourd'hui on voit naître une volonté de stratégie à l'export qui se manifeste notamment dans un secteur capital pour les Britanniques, les services financiers. La *City* reste une place financière prépondérante dont l'aura est extrêmement importante à l'échelle internationale. Néanmoins les Britanniques ont bien conscience que d'autres places sont en train de naître ou de réémerger, notamment Dubaï, Singapour, Hongkong, qui peuvent à moyen, voire à long terme, constituer de véritables menaces pour la suprématie de la *City*. Le moyen de contrer cette émergence est d'essayer de capter l'attention des investisseurs non-européens. Par exemple, la *City* s'est longtemps battue pour devenir une place financière où on peut faire du *trading* en renminbi (yuan). Face à l'émergence de nouvelles économies, de nouveaux rivaux, il est extrêmement important pour la *City* de trouver des alternatives et de s'adapter.

Les Britanniques ont bien conscience qu'ils sont au ralenti par rapport à d'autres pays européens, notamment par rapport à l'Allemagne, en termes de puissance exportatrice mais également en termes d'investissements directs à l'étranger (IDE). Un projet sur cinq d'investissement non européen se fait

---

<sup>4</sup> PwC, *World in 2050: The BRICs and Beyond* (London: PwC, January 2013).

<sup>5</sup> Deloitte and U.S. Council on Competitiveness, 2013 Global Manufacturing Competitiveness Index (London: Deloitte, November 2012).

encore sur le sol britannique<sup>6</sup>. Néanmoins, petit à petit, les Allemands sont en train de les rattraper, ce que les Britanniques n'apprécient vraiment pas car ils tiennent beaucoup à conserver une suprématie en termes d'attraction commerciale vis-à-vis des investisseurs étrangers notamment non européens.

En ce qui concerne la puissance militaire, on observe, comme en France d'ailleurs, une volonté d'action globale qui, gravée dans le marbre en 2010 lors du dernier exercice de revue stratégique de sécurité et de défense, est martelée par les *leaders* britanniques à chaque occasion.

Cela pour deux raisons :

La première, c'est que le Royaume-Uni a une tradition d'intervention à l'échelle internationale qui a perduré après la fin de son empire.

La volonté d'être une « Force pour le bien » (*Force for good*), souvent exprimée par Tony Blair, est restée dans la logique du positionnement britannique à l'échelle internationale. Pour cela, il faut être actif au niveau diplomatique mais aussi au niveau militaire.

Cela nécessite pour les Britanniques le maintien de certains acquis. On peut en citer deux qui sont tout aussi importants pour les Britanniques que pour les Français : le maintien d'une capacité nucléaire autonome, même si elle est très américanisée, et le maintien de son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Toutefois les Britanniques sont face à un véritable défi, notamment en ce qui concerne leur puissance militaire. Depuis la fin de la Guerre froide, les Britanniques ont réussi à maintenir un budget de défense relativement stable par rapport à leurs voisins. Les coupes sont beaucoup moins fortes qu'elles n'ont pu l'être en France notamment. Néanmoins, depuis deux ou trois ans, on observe des coupes extrêmement importantes dans le budget de défense britannique et, depuis 2013, le panorama à moyen terme de la capacité britannique à agir à l'échelle internationale est véritablement remis en cause, ce qui entraîne des conséquences pour le partenariat bilatéral.

Les Britanniques sont face au même défi que la France il y a deux ans lors du Livre blanc : Cèderont-ils aux pressions budgétaires et fiscales aux dépens de leurs capacités d'influence et d'action globale ? Doivent-ils sanctuariser le

---

<sup>6</sup> Ernst & Young, *Staying Ahead of the Game: UK's 2012 Attractiveness Survey* (London: Ernst & Young, 2012), 7-8.

budget de défense ? François Hollande l'a fait – plus ou moins –, les Britanniques, pour le moment, ne l'ont pas fait. C'est une question qui sera extrêmement importante et saillante pendant l'année 2015 qui verra à la fois les élections générales et la révision de la revue stratégique de sécurité et de défense. Nous verrons alors ce que les partisans de la « Force pour le bien » seront en mesure de sauver face au Trésor (*Treasury*). C'est là que le débat se situe.

En effet, les impacts des coupes qui se sont faites depuis 2013 vont se faire sentir à trois niveaux :

D'abord au niveau des ressources humaines. Certes on peut difficilement comparer les chiffres des forces armées après la Deuxième guerre mondiale, après la guerre des Falklands, après la fin de la Guerre froide etc. car ils ont été adaptés en fonction de l'évolution des menaces. Mais les coupes sont de plus en plus sévères et bientôt l'armée britannique aura vraiment du mal à soutenir des opérations militaires sur du long terme en raison d'un niveau de rotation des troupes qui va devenir insupportable.

Ensuite au niveau des capacités. Les capacités actuelles sont déjà mises à mal. Les Britanniques pourront-ils sur le moyen terme continuer à investir dans de nouvelles capacités ? C'est un véritable débat, sachant que pour le moment ils y parviennent avec difficulté et que leur budget, déjà sévèrement grevé, le sera de plus en plus.

Enfin, quel sera l'impact de ces coupes sur les ambitions des Britanniques à vouloir agir à l'échelle internationale et à rester un acteur global ? On peut vraiment se poser la question parce que les Britanniques montrent une certaine réticence à agir à l'échelle internationale. On l'a vu avec le débat sur la Syrie qui a été extrêmement problématique et dont les conséquences perdurent. On observe également que le soutien britannique aux opérations françaises est extrêmement timide (les Géorgiens et les Estoniens soutiennent beaucoup plus les efforts français que ne le font les Britanniques !). De plus, une nouvelle règle est appliquée depuis l'année dernière sur le financement des opérations extérieures qui, financées auparavant en grande partie sur les ressources du Trésor, devront désormais être financées au moins à 50 % par le budget de la défense, comme c'est déjà le cas en France. Cela aura un impact important sur le budget de la défense.

En quoi les relations entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne sont-elles affectées ?

Les Britanniques ont toujours été des « empêcheurs de tourner en rond ». Ils ont toujours forcé les autres à ouvrir les yeux sur la mondialisation, sur l'émergence de nouvelles puissances et sur le fait que l'Europe n'était pas naturellement et pour toujours au centre du monde. Les Européens apprécient cette lucidité britannique qui les oblige à se poser de véritables questions.

Les Britanniques ont toujours eu une certaine réticence vis-à-vis de la politique étrangère européenne. Certes, ils ont été, avec les Français, à l'origine de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) – qu'on appelait à l'époque la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) – mais cela s'est fait dans un contexte très particulier et avec des ambitions très différentes de celles des Français. On le voit aujourd'hui : les Britanniques sont très pragmatiques vis-à-vis de la PSDC. Ils n'ont pas de refus idéologique, considérant que l'outil militaire principal est l'OTAN mais qu'il peut parfois être utile d'utiliser la PSDC. Par exemple, les Britanniques étaient les premiers partisans d'une opération civile de l'Union Européenne en Ukraine.

Quelle est la portée de la spécificité britannique sur le TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) ?

Les Britanniques sont par nature friands des accords de libre-échange qu'ils poussent depuis toujours au niveau européen. Et le gouvernement actuel fait tout ce qui est possible et imaginable pour ouvrir des négociations avec les pays les plus improbables pour avoir le maximum d'accords de libre-échange à l'échelle internationale. Cela a beaucoup joué vis-à-vis des États-Unis : sans le soutien des Britanniques et des Allemands, peut-être n'y aurait-il pas de négociation en cours aujourd'hui.

Le TTIP a aussi une portée politique :

Pour David Cameron, le TTIP est un moyen de légitimer l'Union Européenne auprès de l'opinion publique. Malheureusement, en centrant le débat sur l'immigration, il ne l'exploite pas très habilement.

Le TTIP est aussi un moyen pour les Britanniques de rester actifs au sein de l'Union Européenne. C'est l'occasion de montrer qu'ils sont capables de pousser des projets qu'ils perçoivent comme presque intégrationnistes, montrant qu'ils

restent une force d'initiative au sein de l'Union Européenne. En effet, le malaise entre l'Union Européenne et les Britanniques est de plus en plus palpable et le débat sur l'immigration n'arrange pas les choses.

Pour conclure je dirai que les Britanniques ont une position très ouverte sur le monde mais qu'ils en oublient parfois l'Europe. La nature du débat interne aggrave le fossé avec l'Europe, une situation que les Britanniques vont devoir gérer très rapidement, avant le référendum, s'il a lieu, en 2017.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL
-------------------------

Merci de vous être attaché à donner des réponses précises, donc empiriques, aux questions posées. C'est un grand mérite de votre part.

Vous nous avez éclairés sur plusieurs points : d'abord les défis communs au Royaume-Uni et à la France, notamment avec la question du maintien de l'arsenal nucléaire, et la concurrence des pays émergents que chaque pays vit différemment.

Vous avez évoqué la question de savoir si le Royaume-Uni pouvait rester un acteur global. Votre analyse tendait à dire que, conscient d'être de moins en moins un acteur global, il voit dans le lien spécial transatlantique le moyen, par OTAN interposée, d'avoir un certain nombre d'actions qui relèvent d'une politique de puissance de type mondial.

Soulignant que le traité transatlantique avait été voulu par les Britanniques et les Allemands, sans lesquels ce traité ne serait peut-être pas venu sur la table, vous nous avez fourni une analyse intéressante.

Enfin ressortait de votre intervention la question de l'intergouvernementalité qui m'inspire une question : Le Royaume-Uni ne pourrait-il pas sortir vers le haut de la question de sa place – si ce n'est de son intégration – dans l'Union Européenne en proposant un renforcement de l'intergouvernementalité ? Une telle démarche susciterait l'intérêt de certains courants dans un pays comme le nôtre.

Monsieur l'ambassadeur, je ne sais si toutes ces questions sont pour vous en forme d'interrogation mais je vous donne bien volontiers la parole pour que

vous nous disiez quelle vision votre pays a aujourd'hui de l'Europe et de sa place en Europe.

SIR PETER RICKETTS

*Réforme de l'Union Européenne : propositions britanniques*

Merci Madame le député.

Je vous remercie, Monsieur le président, d'avoir organisé une soirée de discussion et de réflexion sur mon modeste pays.

Quel plaisir de parler le dernier dans un colloque quand tout a été dit ... mais pas encore par tout le monde !

Ceci m'amènera à revenir sur beaucoup des points évoqués par les participants.

Avant d'aborder la question de l'Union Européenne, je crois utile de prendre le temps de revenir sur les relations franco-britanniques telles qu'elles existent indépendamment du contexte européen.

En tant qu'ambassadeur, je peux témoigner de l'importance des relations commerciales, exportations, investissements entre les deux pays. Les investissements français au Royaume-Uni sont énormes. Les engagements, l'intégration économique entre les deux pays ne font que croître, par exemple dans le nucléaire civil. Seuls en Europe, la France et le Royaume-Uni sont en faveur d'un renouvellement de leurs parcs nucléaires. Ce chantier nous engage pour quarante ou cinquante ans avec EDF-Areva qui va renouveler le parc nucléaire britannique.

Nous nous retrouvons aussi sur presque tous les grands sujets en matière de politique étrangère. Comme cela a été dit, en Europe, seules la France et la Grande-Bretagne ont une vision mondiale, un rôle mondial, comme au Conseil de sécurité de l'ONU où nous siégeons ensemble. Les autres pays européens ont des visions régionales, sauf peut-être dans le domaine commercial.

Je ne partage pas votre point de vue (s'adressant à Vivien Pertusot) sur la politique de défense britannique. En particulier, je démens absolument vos propos concernant une énorme et brutale réduction de notre budget de défense, un sujet que je connais un peu pour avoir été secrétaire général de notre Livre

blanc en 2010. En fait, notre budget est resté à peu près stable en termes de *cash* sur les cinq ans du gouvernement Cameron. Nous continuons à dépenser plus que la France et nos forces armées sont au même niveau de capacité que les forces françaises, avec lesquelles elles travaillent d'ailleurs très bien. C'est une conséquence très bénéfique de l'accord de Lancaster House du 2 novembre 2010<sup>7</sup> qui fait de nos deux forces armées des partenaires privilégiés, que ce soit dans le domaine des opérations ou dans celui des équipements. Nous avons combattu ensemble en Libye et, pour notre part, je sais que nous sommes tout à fait prêts à utiliser les nouvelles forces conjointes que nous sommes en train de mettre en place.

Tout ceci montre qu'indépendamment de l'Union Européenne, nos deux pays coopèrent dans de nombreux domaines : j'aurais pu citer aussi la lutte contre le terrorisme ou la gestion de la migration extra-européenne.

Parlons maintenant de la vision, plus positive qu'on ne le dit, qu'a le Royaume-Uni de l'Union Européenne.

Comme l'ont fait remarquer plusieurs intervenants, nous sommes tous un peu « prisonniers » de nos histoires spécifiques. Nos expériences pendant la Deuxième guerre mondiale étaient différentes et cela est reflété dans nos approches différentes de l'intégration européenne. Aussi ne pouvons-nous nous reconnaître dans l'idée d'intégration européenne économique construite par Monnet, Schuman et les autres sur les décombres de la Deuxième guerre. Nous n'étions pas au rendez-vous à la création du Marché commun. Le reproche à l'endroit du Royaume-Uni qui aurait rejoint l'organisation européenne un peu tardivement peut paraître ironique, venant d'une participante française (Mme Schnapper) qui ne peut ignorer que deux vetos ont quelque peu entravé notre marche vers l'Union Européenne ...

Nous avons donc intégré ce club quinze ans après sa naissance, quand les règles étaient déjà établies.

---

<sup>7</sup> Accords de Lancaster House : traités signés lors du Sommet franco-britannique de Londres le 2 novembre 2010 :

- Traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes
- Traité de coopération en matière de défense et de sécurité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord



Pour nous, l'enjeu du projet européen n'a jamais été la paix et la sécurité, garanties selon nous par l'OTAN, la présence américaine sur le sol européen. Nous avons intégré l'Union Européenne pour des raisons économiques, commerciales. Il ne s'agissait pas pour nous d'un projet politique. Et nous sommes restés à peu près fidèles à cette aspiration originelle du marché commun – maintenant marché unique – qui était le facteur fédérateur, la base de ce club que nous avons rejoint.

Les choses ont beaucoup changé. Aujourd'hui, nous sommes confrontés chez nous à énormément de scepticisme, voire d'opposition à tout projet européen. Cette évolution de l'opinion a été identifiée et analysée par Charles Grant et d'autres intervenants.

C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il faut réformer l'Union Européenne.

Les deux grands partis politiques du *mainstream* britannique sont en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'Union Européenne réformée. Les sondages révèlent que deux Britanniques sur trois y sont aussi favorables.

Reste à définir cette réforme.

Philip Hammond, notre ministre des Affaires étrangères, en visite à Paris la semaine dernière, et Lord Livingston, notre ministre pour le Commerce extérieur, ont tous deux eu l'occasion de dévoiler la vision positive qu'a le Royaume-Uni d'une Union Européenne réformée.

Je tenterai de la résumer en quelques mots :

Tout d'abord, nous ne cherchons pas un exceptionnalisme britannique mais des réformes dans l'intérêt de tous les pays membres de l'Union Européenne.

Vue de Londres, actuellement, l'Eurozone n'apparaît pas en bonne santé économique, que ce soit en termes de croissance, en termes de chômage ou en termes de dette. Dans l'intérêt commun, notre Europe a besoin d'être réformée dans beaucoup de domaines et nous avons des propositions à faire.

Nous soutenons l'intégration de l'Eurozone que, comme tous les pays de l'Eurozone, nous jugeons nécessaire. Vous avez pris le pari de créer une monnaie ensemble, bonne chance ! Mais la stabilité de l'Eurozone exige davantage d'intégration. Les Britanniques n'y feront pas obstacle. Toutefois cela doit aller de pair avec les intérêts des « *outs* ». Nous sommes un pays « *out* », nous n'avons pas l'intention d'intégrer l'Eurozone. Mais nos intérêts dans le

marché unique doivent être protégés. L'Eurozone et le marché unique doivent fonctionner dans l'intérêt des pays membres de l'Eurozone et de ceux qui n'en sont pas. C'est possible, l'accord sur l'Union bancaire nous en a fourni une preuve récente en articulant les intérêts de la Banque centrale européenne avec ceux des banques centrales qui, comme la Banque d'Angleterre, sont en dehors de l'Eurozone. Il est possible d'aller plus loin dans l'intégration de l'Eurozone tout en renforçant le marché unique avec le Royaume-Uni (partie du marché unique mais pas de l'Eurozone), créant ainsi une architecture européenne en cercles concentriques qui nous paraît être la clé permettant de coordonner les intérêts combinés des différents pays.

Cela suppose un vrai marché unique qui constitue la base de l'Union Européenne. Ce n'est pas encore le cas : alors que les services représentent 70 % de notre PIB, ils ne constituent que 20 % du commerce intra-Union Européenne.

Il y a énormément de gisements de croissance :

Compléter le marché unique des services, compléter le marché unique digital... Le *e-commerce* est en pleine expansion. Il représente 8 % de notre PIB mais reste embryonnaire en termes d'activité intra-européenne. La réglementation du *e-commerce* doit évoluer pour faciliter les échanges numériques entre nos pays. Nous avons besoin de simplification : réglementer moins mais réglementer mieux. Il y a là un terrain où la France et le Royaume-Uni peuvent travailler ensemble. Un vice-président de la nouvelle Commission, M. Timmermans, est en charge de ces questions, c'est très bon signe.

Nous avons des propositions à apporter, venant surtout de notre monde des affaires : un « *Business Taskforce* » a émis quelques propositions<sup>8</sup> relativement simples avec l'appui du MEDEF et des patrons français. Appliquons-les, surtout pour les PME.

Les démarches administratives doivent être allégées. La création d'entreprise doit être facilitée par une réglementation bien adaptée. Il ne s'agit pas, en

---

<sup>8</sup> Simplification de la charge administrative européenne : rapport du groupe de chefs d'entreprises britanniques.

30 recommandations prioritaires et principes clés du groupe de chefs d'entreprises britanniques pour éliminer les freins à la croissance et économiser des milliards de Livres Sterling.

(Prime Minister's Office, 10 Downing Street et Department for Business, Innovation & Skills First 15 octobre 2013 et 24 février 2014).

simplifiant, de détricoter tous les acquis sociaux, mais il ne faut pas étouffer nos sociétés, nos PME, avec une réglementation inadaptée au monde moderne.

Nous pourrions stimuler notre croissance par des accords de libre-échange. Vous avez dit, M. Pertusot, que nous sommes « friands d'accords de libre-échange ». J'espère que nous ne sommes pas les seuls. C'est un gisement de croissance pour nos économies et tous nos pays ont besoin de croissance. Complétons les accords de libre-échange avec le Japon, avec le Canada et surtout avec les États-Unis.

Nos économies sont tournées vers le monde, nous dépendons tous de nos exportations. Nous devons donc nous battre pour arriver à un TTIP qui ouvre le marché américain, harmonisant les normes afin que nos entreprises conquièrent des parts de marché aux États-Unis et augmentent leurs bénéfices. Le TTIP, que la Commission européenne n'a peut-être pas très bien présenté, suscite des peurs irrationnelles. Il y a des réponses à ces mensonges, comme aux mensonges sur les OGM ou sur les poulets nettoyés au chlore ! Le TTIP est un des gisements de croissance les plus importants qui s'offrent à nous. Il faut donc l'aborder avec confiance.

Nous devons bien sûr renforcer le contrôle des parlements nationaux sur la qualité de la réglementation venant de Bruxelles. Imposons la subsidiarité qui, inscrite dans les traités, n'est pas actée ! Les parlements nationaux peuvent être très utiles pour s'assurer que ce principe est appliqué.

J'ai présenté le projet britannique pour une Europe plus flexible, qui traite plus équitablement ses différents membres, permettant à ceux qui le veulent d'aller vers l'intégration tout en protégeant les intérêts des pays qui n'intégreront pas l'Eurozone. Ce projet est soutenu par les deux grands partis au Royaume-Uni.

En revanche, sur la question de l'immigration, les partis ont des positions différentes. Ce sera un objet de débat lors de l'élection législative qui va se tenir au mois de mai prochain. Dans son récent discours, M. Cameron a affirmé : « La Grande-Bretagne est ce qu'elle est grâce à l'immigration ». C'est très intéressant. Il a ajouté que la Grande-Bretagne appuie le principe de libre circulation des travailleurs (propos peu repris dans la presse française), une liberté qui ne peut pas être sans qualification.

Beaucoup de règles fondamentales de l'Union Européenne ne sont pas appliquées dans leur intégralité. Je pense au Pacte de stabilité, récemment remis en question par certains pays.

À partir de 2004, beaucoup de pays, y compris la France, ont appliqué des mesures transitoires sur la circulation des travailleurs venant des nouveaux pays membres de l'Union Européenne. Pour huit des dix nouveaux entrants, la France a appliqué des mesures transitoires pendant cinq ans (sept ans pour la Roumanie et la Bulgarie). Nous Britanniques n'avons opposé aucune restriction à la libre circulation des travailleurs de l'Union Européenne venant des pays membres entrés en 2004. Nous avons accueilli 1,5 millions de migrants, en termes nets (soit plus de 2 millions en termes bruts) dans la période suivant 2004. Bien sûr, comme le disait justement Charles Grant, beaucoup venaient pour travailler, participer, payer les impôts. Mais l'arrivée massive de migrants venant pour la plupart des autres pays de l'Union Européenne a beaucoup choqué l'opinion publique. La pression exercée sur les hôpitaux, sur le logement, sur les allocations sociales et dans maints domaines explique la réticence de l'opinion publique face à l'immigration. C'est pourquoi M. Cameron a annoncé que s'il est élu Premier ministre, il mettra en œuvre des mesures pour durcir l'accès aux allocations et éviter qu'y accèdent abusivement des personnes qui n'ont jamais travaillé chez nous (nous avons en effet un système d'allocations sociales plus universel que contributif). Ces mesures pourraient répondre aux craintes du public sur cette question d'accès aux allocations sociales, surtout par les nombreux immigrés en recherche d'emploi.

C'est un débat qui touche tous nos pays. L'opinion publique, française comme britannique, s'interroge sur les questions liées à l'immigration.

Notre projet pour l'Union Européenne vise une Europe plus flexible, plus ouverte, qui traite ses membres de façon plus juste, une Europe davantage contrôlée par les parlements nationaux afin de permettre à l'Union Européenne de retrouver la croissance et la création d'emplois. M. Cameron, qui est plus politique que moi, pense que si l'Union Européenne peut être réformée en ce sens, dans l'intérêt de tous les pays membres, le peuple britannique répondra favorablement au référendum annoncé sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union Européenne réformée. Je l'espère.

## *Débat final*

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup, Monsieur l'ambassadeur.

Permettez-moi, pour lancer le débat, de vous poser une question. L'Europe positive souhaitée par le Royaume-Uni, avez-vous dit, concilierait, grâce à une architecture en cercles concentriques, un bon fonctionnement de l'Eurozone et le respect des intérêts des pays hors Eurozone, lesquels doivent bénéficier d'un marché unique équitable et suffisamment intégré par des règles que vous avez déclinées, notamment des simplifications du type de ce que nous-mêmes appelons, selon la rhétorique actuelle, les réformes structurelles. Vous avez fait allusion à la question du déficit. Les disciplines budgétaires auxquelles doivent s'astreindre les pays européens, en particulier ceux de l'Eurozone, vous paraissent-elles bénéfiques, sachant que votre pays a refusé de participer au TSCG ? Pourriez-vous apporter une précision sur ce point ?

SIR PETER RICKETTS

Oui, bien sûr, nous sommes tout à fait en faveur de la réussite de l'Eurozone. Nous comprenons que votre choix d'une monnaie unique implique une série d'harmonisations, essentiellement dans le domaine économique, donc des règles très claires, par exemple sur les déficits.

Nous n'avons pas fait ce choix d'intégrer la monnaie unique. Nous ne sommes donc pas concernés par ces règles spécifiques. Néanmoins nous nous sommes fixé l'objectif de réduire notre déficit en-dessous de 3 % (nous avons un déficit de 11 % au pire moment de la crise). En effet, nous avons toujours eu une économie très volatile, plus volatile que l'économie française. Les « bas » sont très bas et les « hauts », espère-t-on, sont aussi relativement hauts. Nous sommes en train de réduire notre déficit. Bien que nous ayons conservé, contrairement à vous, une flexibilité monétaire, nous avons fait des réductions budgétaires très importantes, par exemple, la suppression de 600 000 postes de fonctionnaires en vue de créer 1,5 million d'emplois dans le secteur privé.

Donc, oui, nous voulons réduire notre déficit mais nous ne sommes pas concernés par la discipline imposée par l'Eurozone.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Mais comment l'Eurozone, la partie la plus intégrée de l'Europe, pourrait-elle, selon vous, fonctionner correctement avec des règles dont vous-même contestez l'efficacité ? Vous nous expliquez, en effet, que vous voulez réduire le déficit à votre propre rythme – ce qui peut paraître sage – et que la monnaie unique ne s'est pas donné tous les attributs nécessaires pour que l'Eurozone fonctionne véritablement.

SIR PETER RICKETTS

Nous acceptons la nécessité de réduire nos déficits et de contrôler notre dette pour éviter les tensions sur les taux d'intérêt. Nous avons gardé une flexibilité monétaire que vous avez choisi de transférer à Francfort. Nous ne sommes pas en contradiction avec les règles que vous vous êtes délibérément imposées dans l'Eurozone mais, précisément parce que nous ne sommes pas dans l'Eurozone, nous n'acceptons pas que ces règles nous soient imposées. Ce n'est pas à la Banque centrale européenne de nous dicter des règles mais je pense que nous poursuivons les mêmes objectifs.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Comme toujours, j'ai écouté avec beaucoup de plaisir et d'intérêt Sir Peter Ricketts. Avec le charme et la courtoisie qui caractérisent les ambassadeurs britanniques, il nous a expliqué pourquoi il respecte le droit de la France à faire des bêtises. Ne parlant qu'en mon nom, je peux dire les choses un peu plus crûment.

Il est évident que l'avenir de l'euro comporte beaucoup de points d'interrogation.

Vous avez évoqué l'Union bancaire. Chacun sait que ce sont les actionnaires, les créanciers et enfin les déposants qui viendront finalement au secours des banques en faillite. Et nous savons tous que les actifs des banques sont tellement énormes qu'en cas de secousse un peu violente tout ce qui a été prévu sera insuffisant. Qui peut croire qu'à ce moment-là, les États ne seront pas concernés ? L'Eurozone peut tenir si la Banque centrale rachète des actifs en quantité et mène la politique de *quantitative easing* qui a été menée aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Mais chacun sait que cette politique rencontre une certaine hostilité de la part de l'Allemagne, surtout de la part de la *Bundesbank* et du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe qui ne voit pas d'un bon œil s'opérer des transferts financiers qui, pour être relativement opaques, n'en seront pas moins des transferts extrêmement importants opérés au détriment des contribuables.

Pour progresser vers l'intégration, il faut forcément passer par un biais ou par un autre. Les Allemands ne veulent pas des *eurobonds*, on en a pris acte. Mais le mécanisme que laisse entrevoir M. Draghi, plus subtil, est néanmoins comparable.

Au cœur de la question de l'euro il y a l'extrême hétérogénéité des pays qui ont choisi la monnaie unique. Comment faire coexister ces pays sous le toit de la même monnaie ? Par l'union politique, nous répondra-t-on. Mais nous voyons bien ce que serait cette union politique alors que Mme Merkel tape déjà du poing sur la table dans *Welt am Sonntag* pour vilipender l'Italie et la France qui renâclent à faire des « réformes » (un mot dont l'acception a d'ailleurs beaucoup évolué !).

Je vais donc reprendre le problème par un autre bout.

Quand la France a pris l'initiative de se lancer dans la construction européenne avec l'Allemagne, l'Italie et le Benelux, l'Allemagne et l'Italie étaient deux pays défaits, matériellement et moralement. Pour la France c'était plus subtil. Avec la Grande-Bretagne, la France avait déclaré la guerre à l'Allemagne au moment de l'invasion de la Pologne. Submergée en 1940, elle était isolée comme elle ne l'avait jamais été par le passé : la Russie était à l'époque plus ou moins du côté de l'Allemagne, les États-Unis étaient prisonniers de l'isolationnisme. Et, malgré le courage des soldats britanniques, nous dûmes faire face avec des moyens notoirement insuffisants (il y aurait beaucoup de choses à dire sur cet épisode). Plusieurs intervenants ont cité la France parmi les pays vaincus. C'est une lecture que le Général de Gaulle

n'aurait pas admise. Pour lui, la France, en définitive, avait gagné la nouvelle « guerre de trente ans ». C'est pourquoi Jean Monnet a procédé par petits faits accomplis successifs (c'est la fameuse « méthode Monnet ») en tenant en lisière les souverainetés nationales. Le monopole de la proposition fut attribué à la Haute Autorité de la CECA puis à la Commission européenne dans le Marché Commun. Il s'agissait bien sûr de tenir en lisière la souveraineté de l'Allemagne et de l'Italie mais surtout celle de la France qui à l'époque pouvait prétendre à jouer un rôle directeur. Dans l'Europe à 28 telle qu'elle existe aujourd'hui, le pays central n'est plus la France mais l'Allemagne, pour des raisons géographiques, géopolitiques, industrielles, démographiques sur lesquelles je ne reviens pas.

Nous comprenons donc très bien l'attitude britannique. Moi-même, qui n'ai pas été un partisan ardent du traité de Maastricht – c'est une litote –, je peux tout à fait comprendre la position britannique et regarder votre attitude actuelle comme un peu comparable, à certains égards, à celle de l'Allemagne qui, de plus en plus, réalise ses excédents sur le grand large. La tentation du grand large, qu'on voit se manifester en Allemagne, nous semble tout à fait compréhensible de la part de la Grande-Bretagne, compte tenu de son histoire, de l'anglosphère, du Commonwealth, de sa tradition libre-échangiste etc.. Il est normal qu'au moment où l'Europe cesse d'être attractive et connaît une croissance zéro de longue durée, vous regardiez vers les pays qui croissent et se développent. Nous serions d'ailleurs bien inspirés de regarder nous aussi là où est la croissance, comme le font les Allemands.

Nous n'avons pas décidé de transférer notre souveraineté mais seulement des « compétences » à l'Union Européenne, c'est du moins ce que dit notre Constitution – jusqu'à nouvel ordre – même si les interprétations sont diverses. Si nous souhaitons que les éléments de solidarité aillent en croissant nous ne sommes pas disposés à abandonner en dernier ressort notre souveraineté. Le peuple français, dans ses profondeurs, n'y est pas prêt et le discours des élites politiques ne correspond pas à la réalité. Nous n'avons pas de UKIP – faut-il le regretter ? – mais beaucoup de voix s'expriment de manière très générale pour se poser la question du bien-fondé de certains choix qui ont été faits. Par exemple le choix de l'Europe comme substitut à la nation et celui d'une Europe qui s'identifie totalement au logiciel néolibéral ne correspondent pas à notre tradition. Autant le Royaume-Uni est un pays libre-échangiste, autant la France, traditionnellement, sans être protectionniste, avait gardé l'habitude d'un État



stratège qui cherche à maîtriser les choses sur le plan économique. Ce n'est plus la situation qui prévaut. On peut aujourd'hui se poser beaucoup de questions sur le choix de la monnaie unique. L'avenir n'est évident ni pour vous ni pour nous mais il l'est encore moins pour nous que pour vous parce que vous avez choisi une attitude de prudente réserve.

J'entends que le Royaume-Uni – en tout cas ses deux principaux partis, qui font le *mainstream* – ne souhaite pas quitter l'Union Européenne. Mais on n'est jamais à l'abri d'un accident. Je ne sais pas si un *Brexit* servirait l'intérêt du Royaume-Uni, personnellement je ne le crois pas. Mais je pense que, quoi qu'il arrive, il faudrait préserver entre la France et la Grande-Bretagne ce que je n'ose appeler une « relation spéciale » mais une coopération très étroite, une « entente » qui s'est déjà nouée dans notre histoire, à l'occasion des deux dernières guerres mondiales. Nous nous connaissons très bien, depuis très longtemps et les épreuves que nous avons surmontées en commun – au milieu de quelles difficultés et de quelles souffrances ! – ont créé un lien d'amitié, de sympathie entre les peuples, quoi que puissent dire les dirigeants ou les *tabloïds*.

Nous avons tendance à penser que l'Europe s'oriente plutôt vers une Europe intergouvernementale. Quoi qu'on puisse dire sur l'intégration politique, la réalité est en fait de plus en plus le Conseil européen et de moins en moins la Commission. L'avenir nous dira si cela se confirme. Ce que vous avez dit sur les parlements nationaux relève de l'évidence. À l'époque de l'assemblée parlementaire de Strasbourg, le lien entre la démocratie nationale et les choix européens était plus fort qu'il ne l'est avec le Parlement européen. Généralement on ne connaît pas les députés européens, en France comme ailleurs.

Il est à mon avis de l'intérêt de la Grande-Bretagne de rester dans une Union Européenne qui évolue dans le sens qu'elle peut elle-même souhaiter. Mais, quoi qu'il arrive, il faudrait que nous maintenions notre relation particulière, notamment dans le domaine de la défense.

Je n'adhère pas du tout au discours selon lequel les pays européens seraient surclassés. Trois grands pays européens : la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne continueront, j'en suis sûr, à peser lourd dans le monde de 2050.

Qui peut les dépasser ? L'Inde, peut-être, grâce à son potentiel humain. Le Brésil est encore loin d'être une puissance globale alors que la France et la Grande-Bretagne, par leur rôle militaire et culturel, sont dimensionnées à plusieurs niveaux pour rester des puissances globales. Je ne pense pas que ce sera

le cas du Nigeria. L'Égypte elle-même, qui a une très longue histoire, n'y parviendra pas facilement. L'Iran, la Turquie, sont des grands pays mais je n'imagine pas qu'ils puissent nous surclasser.

Je ne vois pas, en particulier, quelle puissance pourrait nous surclasser du point de vue de l'expérience diplomatique. Je rappelle que plus des deux tiers des résolutions émanant du Conseil de sécurité des Nations Unies sont de provenance française ou britannique. On ne remplacerait pas facilement la France et la Grande-Bretagne. Par conséquent, il faut garder notre posture en matière de défense, en matière de diplomatie. Nous sommes membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il sera très difficile de rajouter d'autres pays. L'Allemagne et le Japon sont de grandes puissances économiques mais ce ne seront pas des puissances militaires avant très longtemps pour les raisons que nous connaissons.

Je suis donc beaucoup plus nuancé que certains sur l'idée que la France et la Grande-Bretagne devraient s'effacer dans un avenir proche, comme on a pu le faire croire aux Français, sinon aux Britanniques. Cela ne me paraît pas du tout exact.

Vers quel type d'Europe devons-nous aller ? Comment faire surgir une Europe démocratique des nations ? Cela ne peut se faire qu'à la carte. Quel que soit le rôle attribué aux parlements nationaux, l'Union Européenne ne sera pas véritablement démocratique sans les nations car une démocratie suppose qu'on s'entende. La démocratie nationale reste et restera puissante. La création d'une Europe démocratique unie autour d'un projet partagé sera un travail de très longue haleine. Nous en sommes loin. L'actualité, en Ukraine par exemple, montre que les points de vue restent assez différents.

Nous ne souhaitons certainement pas que la Grande-Bretagne quitte l'Union Européenne car si le Général de Gaulle a opposé deux fois son veto à son entrée dans l'organisation européenne, c'est le Président Pompidou qui a fait en sorte que cela soit permis.

Je voudrais revenir sur la question de la coopération en matière de défense avec une double question.

Français et Britanniques sont absolument convaincus que la coopération franco-britannique est le moyen pour que subsiste en Europe une base industrielle de défense et de technologie, en dépit d'une traversée du désert budgétaire qui risque d'être longue. Cette coopération, qui a déjà donné de beaux résultats (MBDA<sup>9</sup>, le nucléaire etc...) risque-t-elle d'être affectée par une éventuelle dérive du débat sur le « *Brexit* », du débat fondamental sur la relation entre la Grande-Bretagne et le continent ? N'y a-t-il pas là un risque d'emballements ?

La primauté de la « relation spéciale » entre le Royaume-Uni et les États-Unis a toujours été un problème pour la coopération européenne de défense. Pouvez-vous nous dire si, d'un point de vue britannique, cette relation spéciale existe toujours au même degré, si elle va perdurer ? Certes il y a la nostalgie de la relation entre Roosevelt et Churchill... dont le buste a été enlevé du bureau de la Maison blanche par Obama ! En dehors du nucléaire, de l'achat du Trident<sup>10</sup> etc., cette relation a-t-elle toujours la même importance du point de vue de l'industrie britannique, de BAE ? Les Britanniques sont-ils conscients que sans la coopération européenne, l'industrie de défense risque de disparaître en Europe face à des émergents qui ne sont peut-être pas des puissances militaires mais qui sont de plus en plus des puissances ayant des armements ?

Il ne faut pas oublier que c'est Tony Blair qui, avec Jacques Chirac, a inventé la politique européenne de défense il y a seize ans, à Saint-Malo<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> Missilier européen résultant de la fusion de Matra BAe Dynamics, d'Aerospatiale Matra Missiles et d'Alenia Marconi Systems.

<sup>10</sup> Missile mer-sol balistique stratégique armé d'ogives nucléaires lancé à partir d'un sous-marin nucléaire.

<sup>11</sup> Au sommet de Saint-Malo, les 3 et 4 décembre 1998, Français et Britanniques ont posé les bases d'une politique européenne de sécurité et de défense (PESD).

Je suis d'accord avec ce qu'a dit Sir Peter Ricketts sur la coopération européenne de défense sauf sur un point : je ne crois pas, et personne ne croit en Angleterre, que le budget de la défense va rester stable. Quelle que soit l'issue des élections de mai prochain, conservateurs ou travaillistes devront amputer sévèrement le budget de la défense. J'aimerais me tromper mais tout le monde en est persuadé à Londres.

Pour répondre à la question de Benoît d'Aboville, la coopération franco-britannique sur la défense se porte tellement bien, grâce au travail de Sir Peter Ricketts et d'autres, qu'elle continuera même si les Britanniques quittent l'Union Européenne.

La « relation spéciale » est beaucoup moins spéciale qu'avant. Le parti conservateur n'est plus très enthousiaste à l'égard des États-Unis, à cause des guerres en Irak et en Afghanistan et les Américains sont eux aussi moins enthousiastes à notre égard. Ils pensent aujourd'hui, je l'ai entendu lors d'un récent séjour à Washington, que, dans le domaine de la politique de sécurité internationale, la France est leur meilleur allié à cause de son action au Mali, en République centrafricaine et en Irak. Vous Français êtes plus actifs que les Britanniques. Les Britanniques ont été très marqués par le vote sur l'intervention militaire en Syrie il y a deux ans (le gouvernement a subi un échec à la Chambre des Communes<sup>12</sup> sur cette question). L'*establishment* britannique est de plus en plus réticent à utiliser la force. Cela pourrait changer mais c'est la situation pour l'instant. C'est pourquoi, selon moi, la relation est moins « spéciale » même si elle continue au niveau du renseignement.

Les industries de défense britanniques savent très bien qu'elles doivent travailler avec les États-Unis et avec les Européens. Comme vous le savez, *BAE Systems*, le monstre britannique de la défense devait fusionner avec *Airbus*. Malheureusement, Angela Merkel s'y est opposée<sup>13</sup> par crainte de perdre des emplois dans les industries allemandes de défense C'est très regrettable pour l'industrie de défense européenne.

---

<sup>12</sup> La motion de David Cameron sur une intervention en Syrie a été rejetée le jeudi 29 août 2013 par la Chambre des communes par 285 voix contre 272.

<sup>13</sup> *EADS* et *BAE Systems* ont annoncé le 10 octobre 2012 que la fusion entre les deux groupes ne se ferait pas alors que Français et Britanniques avaient fini par se mettre d'accord au sujet de la gouvernance du nouvel ensemble, en raison de l'opposition exprimée par Mme Merkel.

Je ne me place pas dans l'hypothèse du « *Brexit* » parce que j'espère vraiment ne pas y arriver. Mais même si nos relations avec l'Union Européenne devaient passer par une zone de turbulence, je pense comme Charles Grant que cela n'aurait pas énormément d'impact sur la collaboration franco-britannique en matière de défense qui, la plupart du temps, est indépendante de l'Union Européenne. On peut regretter la difficulté de développer la politique européenne de défense mais dans le domaine de l'équipement, il est certain que nous aurions beaucoup à perdre sans la collaboration entre les industries de défense française et britannique. L'industrie britannique risquerait d'être vendue aux Américains et la France ne pourrait pas maintenir une grande industrie de défense avec son seul marché. C'est pourquoi nous avons vraiment intérêt à travailler ensemble dans ce domaine. Comme Charles Grant, je déplore l'échec de la fusion entre *EADS* et *BAE*.

Sur les questions opérationnelles de déploiement des forces, encore une fois nous n'avons pas besoin de l'Union Européenne pour déployer les forces françaises et britanniques ensemble. Nous restons et nous resterons les deux forces armées capables à la fois d'une décision politique et de sa mise en œuvre par une opération.

L'échec de la motion sur une intervention en Syrie à la Chambre des Communes il y a deux ans ne me paraît pas si inquiétant. Ultérieurement, l'intervention en Irak a d'ailleurs été massivement approuvée. Le vote sur la Syrie s'expliquait par des circonstances très spéciales liées à notre mauvaise expérience lors de la précédente guerre d'Irak. Dans des circonstances où nos intérêts vitaux seraient vraiment engagés, nous n'aurions aucune difficulté à obtenir un vote positif au parlement. Mais nous souffrons chez nous de dix ou quinze ans d'actions en opérations extérieures très éprouvantes. Nous avons été présents en Irak et en Afghanistan très longtemps, très intensivement et nous y avons subi de lourdes pertes (750 morts parmi nos soldats). L'opinion publique réagit et, aujourd'hui, avant d'approuver une opération, les gens ont besoin d'être vraiment convaincus qu'il y va de l'intérêt national.

En ce qui concerne la « relation spéciale », elle concerne en effet des domaines tout à fait particuliers comme le nucléaire militaire (missiles ou propulsion des sous-marins). Dans certains domaines, comme le renseignement, les Américains

sont loin d'être nostalgiques ou sentimentaux à l'égard des Britanniques. Pour notre part, nous devons accepter l'idée que nous ferons désormais partie d'un groupe de pays européens, considéré comme tel par Washington.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

La « relation spéciale » est peut-être plus structurelle que vous ne le dites. George Bernard Shaw disait que « L'Angleterre et les États-Unis sont deux nations divisées par une langue commune », ce qui m'amène à penser que la « relation spéciale » subsistera peut-être tout de même. Ce à quoi vous avez l'un et l'autre fait allusion, c'est ce que j'appellerai les aléas de la politique étrangère britannique qui, vue de France, a beaucoup changé. Sur les questions libyenne puis syrienne elle n'aurait pas forcément été la même à une autre époque. Peut-être ne s'agit-il que d'un affadissement assez conjoncturel de l'alliance ?

ANNE-MARIE LE POURHIET

Ma question concerne la chronologie et la procédure référendaire à venir. Les élections auront lieu en 2015. David Cameron a promis un référendum pour 2017. La question posée aux citoyens de Sa Majesté sera : Voulez-vous ou non rester dans l'Union Européenne réformée ? S'agira-t-il d'une réforme à venir ? Ou escomptez-vous que la réforme aura déjà eu lieu avant le référendum ? Une Union Européenne effectivement réformée supposerait que tous les autres États se soient mis d'accord pour renégocier les traités et les aient ratifiés afin qu'ils entrent en vigueur.

Je me demande comment on va tenir le calendrier si la formulation de la question posée est bien celle que vous annoncez.

SIR PETER RICKETTS

Merci, Madame, pour votre question ... qui me pose un problème : comme je l'ai dit, la proposition de soumettre une Europe réformée à un référendum en 2017, qui figure dans le fameux discours de Bloomberg de M. Cameron, relève

exclusivement de la politique du parti conservateur de M. Cameron, non de la politique du gouvernement britannique. Beaucoup des réformes que j'ai exposées sont bipartisanes et expriment la politique du gouvernement. Ce n'est pas le cas de cette promesse de référendum. Je ne veux pas esquiver totalement votre question mais je ne peux y répondre qu'en tant que citoyen : Je pense que dans l'optique du parti conservateur – si celui-ci remporte l'élection de 2015 – le Royaume-Uni va entreprendre des négociations sur une série de propositions de réformes dont certaines supposent un nouveau traité. L'idée serait, j'imagine, d'arriver au moins à un accord politique au niveau des États membres sur un projet de réforme. On peut penser que les autres membres attendraient, pour la ratifier eux-mêmes, que le Royaume-Uni ait fait approuver cette réforme par voie référendaire. Tout cela reste à définir. M. Cameron a situé ce référendum « dans la première moitié de la mandature du prochain parlement », ce qui, arithmétiquement, nous amène fin 2017. Cela n'a pas été voté, ce n'est qu'un engagement du parti conservateur en fonction du résultat de l'élection puis d'une négociation à venir avec les autres États membres.

CHARLES GRANT
---------------

Vous avez tout à fait raison. Le problème entre l'Angleterre et ses partenaires en ce moment, c'est que les Britanniques demandent avec insistance un changement de traité pour tenir compte des réformes demandées par M. Cameron tandis que leurs partenaires, y compris la France, sont très réticents à l'idée de rouvrir les traités car ils redoutent les problèmes de ratification et les conséquences d'éventuels référendums. Comme le dit Sir Peter Ricketts, nous risquons fort de voir se répéter ce qui s'est passé avec les Irlandais en 2008 : Les Irlandais avaient voté Non au traité de Lisbonne. Un protocole fut donc rédigé pour les rassurer sur les questions de neutralité, d'impôts et d'avortement. Tout le monde s'est mis d'accord et, lors d'un deuxième vote sur le traité de Lisbonne, les Irlandais ont voté Oui. Le protocole n'a été ajouté au traité que beaucoup plus tard, au moment de l'accession de la Croatie. C'est pourquoi je pense que la promesse d'un changement de traité à venir n'est pas l'argument idéal pour Cameron dans une campagne de référendum car ses opposants auront beau jeu de lui objecter : Comment pouvez-vous faire confiance à un engagement des

Européens à changer les traités pour l'avenir ? Mais Cameron n'a pas d'autre possibilité.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je fais remarquer que les protocoles annexés au traité consolidé deviennent vraiment très nombreux. Cela fera au moins le quinzième !

PAULINE SCHNAPPER

Vous avez posé évidemment la question cruciale qui montre – ce que l'ambassadeur ne peut pas dire – que le fameux discours de Cameron était totalement irréfléchi. C'était une décision à courte vue pour répondre aux eurosceptiques de son parti et il n'avait absolument pas réfléchi aux conséquences pratiques de cette promesse. Il est évidemment impossible de renégocier quoi que ce soit entre 2015 et 2017 et de toute façon personne, en dehors du Royaume-Uni, ne veut d'une renégociation des traités existants. Comme lors de la sortie des eurodéputés du PPE en 2005, il n'a pas pensé aux conséquences que cela pourrait avoir, y compris pour les intérêts nationaux britanniques.

ANNE-MARIE LE POURHIET

N'y avait-il pas eu un vote des Communes sur le principe d'un référendum en 2017 ?

PAULINE SCHNAPPER

Non. Une proposition de loi avait été déposée mais elle n'a pas été votée.



Comme dans le film consacré à M. Turner<sup>14</sup>, j'ai entendu une série de sons manifestant ce qui me paraît être une certaine désapprobation de Sir Peter Ricketts par rapport aux propos de Mme Schnapper... L'ambassadeur ne me contredit pas.

Je voulais vous poser deux questions :

Vous avez évoqué le poids des services (60 %) dans le PIB comparé à la part (20 %) qu'ils représentent dans les échanges. Mais ce secteur des services comporte beaucoup de services de proximité. Libéraliser le statut des coiffeurs ne permettrait pas de développer les échanges entre les deux rives de la Manche. J'aimerais savoir quels sont les services dont vous pensez qu'il faudrait encore les libéraliser... car ils le sont tous. Que peut-on faire de plus dans ce domaine ?

Ma deuxième question a trait au problème de l'immigration. Les Britanniques semblent se plaindre de l'immigration polonaise, probablement moins importante aujourd'hui qu'hier. Mais il me semble que la plupart des immigrants en Grande-Bretagne sont des citoyens du Commonwealth qui, en tant que tels, bénéficient d'une certaine liberté d'accès au territoire britannique. Du point de vue de la gestion des flux migratoires, le problème n'est-il pas plus difficile s'agissant des immigrants venant du Commonwealth ? En effet, les pays d'Europe centrale ou orientale ne sont pas des réservoirs migratoires énormes et auront naturellement tendance à l'être de moins en moins. Je ne connais pas l'aspect juridique concernant l'entrée des immigrants en provenance des pays du Commonwealth. C'est un point que vous pourriez peut-être m'aider à éclairer.

---

<sup>14</sup> « *Mr. Turner* » (sorti le 03 décembre 2014), réalisé par Mike Leigh, avec Timothy Spall (prix d'interprétation à Cannes) dans le rôle du peintre.

SIR PETER RICKETTS

Je vous remercie de la référence au film « *Mr Turner* » que je recommande !

Aujourd'hui, l'immigration en provenance du Commonwealth est soumise à l'obtention d'un visa, sauf peut-être dans le cadre du regroupement des familles. Il est donc possible de limiter le nombre de visas pour les travailleurs venant du Commonwealth. Le problème, c'est l'arrivée massive des citoyens venant des autres pays de l'Union Européenne qui n'ont pas besoin de visa. Les travailleurs venant de l'Union Européenne constituent la part la plus importante de l'immigration récente. C'est ce qui a l'impact sur l'opinion publique.

Les services qu'on appelle *professional services*, les services rendus aux entreprises, ne sont absolument pas, à ce jour, soumis au marché unique. Et beaucoup de services financiers ne sont pas encore libéralisés. Il y a donc des gisements, même dans le monde des services. Bien sûr certains services, notamment les services de proximité, ne sont pas délocalisables mais beaucoup de services sont à libéraliser.

CHARLES GRANT

C'est le cas dans les domaines du transport, de la construction, des services du monde des affaires. Les avocats britanniques ne peuvent pas facilement travailler en Allemagne, par exemple. C'est vrai aussi pour les pharmaciens...

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

La libre circulation des professions s'applique au Royaume-Uni.

CHARLES GRANT

Toutes les professions ne peuvent pas s'exercer librement dans les pays européens...

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Mais très nombreuses sont celles qui le peuvent : les architectes, les notaires, les huissiers...

PATRICK HENAULT

(Président de l'association France – Grande-Bretagne)

Ayant un pied dans chacun des deux pays j'observe la politique intérieure britannique depuis très longtemps.

La question européenne n'a pas toujours fait problème au Royaume-Uni. Son entrée dans le marché commun, à l'époque d'Edward Heath et de Georges Pompidou, avait suscité un véritable élan d'enthousiasme. Aujourd'hui on a l'impression qu'il y a dans le débat interne britannique un élément d'irrationalité (comme en France sur la question de l'immigration) que les « élites » n'arrivent pas à dissiper. En ce moment, la plupart des forces dites « vives » (syndicats, monde des affaires etc.) et une bonne partie de *l'establishment* universitaire plaident contre le *Brexit*. *The Economist*, par ailleurs très critique sur la manière dont notre Europe se construit, se fend parfois d'un éditorial assez équilibré mais concluant contre le *Brexit*.

Comment peut-on expliquer ce ver qui s'est introduit dans le fruit de la politique européenne du Royaume-Uni ? C'est devenu davantage un problème de politique intérieure qu'une question de relations extérieures car, comme l'a très bien dit l'ambassadeur, les relations bilatérales du Royaume-Uni avec la France, comme avec les autres pays de l'Union Européenne, sont excellentes. Ce « ver dans le fruit » pose beaucoup de problèmes.

PAULINE SCHNAPPER

Ce que vous appelez un élément d'irrationalité est en effet particulièrement difficile à contrer. Toute une partie de la population n'est pas accessible au souci de préserver les intérêts bien compris des uns et des autres.

Il y a plusieurs explications possibles.

J'ai fait allusion tout à l'heure au sentiment profond qu' « on n'est pas comme eux », accentué par la crise économique qu'il ne faut pas sous-estimer.

La presse, dont nous n'avons pas encore parlé, est un élément très important. Mais si la presse donne dans l'anti-européanisme, c'est parce qu'elle pense que ça marche. Ce n'est donc pas une explication même si cela joue un rôle amplificateur. Quand les trois-quarts de la presse attaquent constamment l'Union Européenne, ses représentants, ses États membres, comme hostiles et nuisibles aux intérêts britanniques, cela a forcément un effet sur l'opinion publique.

Il y a aussi la question de l'immigration que, comme le disait Charles Grant, UKIP a su mêler de façon extrêmement habile avec la question européenne. Le sentiment anti-immigration est assez ancré et les élites britanniques n'ont jusqu'à présent pas fait grand-chose, sinon, depuis quelques temps, dire que finalement l'opinion a raison et que l'immigration est vraiment un problème. Ce n'est peut-être pas forcément la meilleure stratégie.

Un ensemble de facteurs, certains anciens, d'autres plus récents, expliquent le sentiment antieuropéen de la partie de la population la moins éduquée et la plus âgée qui constitue l'électorat UKIP classique.

CHARLES GRANT
---------------

Pauline Schnapper a raison. Le problème est simple. Pour défendre la cause de l'Europe, il faut parler d'économie, citer des chiffres, développer des arguments compliqués, rationnels, sur le PNB, les statistiques, le *Foreign direct investment* (Investissements Directs à l'Étranger), les traités de commerce ... Il est très difficile de convaincre une salle avec ce type d'arguments. En revanche, les arguments en faveur d'une sortie de l'Union Européenne se résument à une question : Voulez-vous être dirigés par les étrangers ou non ? Cela s'adresse à l'affectif, c'est très efficace. La classe politique britannique a échoué à promouvoir l'Europe. Et comme les sondages révèlent que l'Europe n'est pas très populaire, les responsables des partis politiques pro-européens renoncent lâchement à expliquer pourquoi l'Europe est bénéfique pour l'Angleterre. De l'autre côté, comme l'a dit Pauline Schnapper, la presse et les *leaders* charismatiques, tels Nigel Farage et Boris Johnson, exposent les méfaits de

l'Union Européenne. Je considère que la classe politique britannique est lâche sur ce sujet.

SIR PETER RICKETTS

Je ne peux pas être d'accord avec ce qui vient d'être dit, évidemment.

Je ferai remarquer que, selon les sondages du *Pew Research Center* sur la popularité de l'Europe dans les différents pays européens, l'Europe est moins populaire en France qu'au Royaume-Uni (43 % chez nous contre 41 % en France). L'impopularité de l'Europe ne nous est pas propre, elle est largement partagée. Mais en France l'opinion balance entre deux visions : d'une part une Europe qui garantit la paix avec l'Allemagne, la prospérité du continent, un poids plus important dans le monde – ce qui n'a jamais été la représentation des Britanniques –, d'autre part les réglementations stupides imposées par des incompetents depuis Bruxelles – une vision partagée au Royaume-Uni. Au Royaume-Uni le sentiment anti-européen n'est pas compensé par cet accord de principe très profond que vous avez en France.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Me permettez-vous, Monsieur l'ambassadeur, de tempérer un peu ce que vous avez dit. La représentation d'une Europe garantie de paix concerne la génération des plus de soixante ans. Tous les sondages montrent que ce n'est pas du tout le sentiment des jeunes générations.

Nous pouvons nous appuyer sur la campagne menée lors du référendum sur la constitution européenne en 2005. À l'époque nous avons eu un débat très large sur ce que signifiait l'Europe. Ce n'était pas facile à expliquer, ce n'était pas facile à critiquer non plus mais grâce à cette réflexion très large, et peut-être contrairement au peuple britannique, les Français ont intégré depuis 2005 l'idée que l'Europe est une difficulté. Cela ne signifie pas qu'ils en connaissent tous les tenants et aboutissants mais cette idée est quand même plus intégrée que dans le peuple britannique.

Pauline Schnapper a parlé du rôle de la presse. Selon elle, une partie de la presse fait une campagne anti-UE parce qu'elle se met à la remorque de l'opinion. Mais ce qui nous frappe aussi, de ce côté-ci de la Manche, c'est à quel point – je le dis sans agressivité – toute une partie de la presse britannique, je pense en particulier à *The Economist*, est extrêmement tournée vers le dénigrement de la France et de ce que l'on a parfois appelé le « modèle français ». Il ne se passe pas un trimestre sans qu'une couverture entière de *The Economist* nous soit consacrée : « La France va plonger... La France, ça ne va pas du tout... Nous ne voulons pas du modèle français... Le pays malade de l'Europe... ». Je forme l'hypothèse que c'est une façon d'avancer dans l'idée qu'une Europe sans réformes – réformes, suggère-t-on, bloquées par le modèle français – n'est pas la bonne Europe. Peut-être est-ce une manière, visant cette fois les élites et non pas le lectorat populaire, de préparer le terrain à ces réformes que la Grande-Bretagne appelle de ses vœux et qui seraient pour elle la condition d'une Europe qui fonctionnerait bien.

PAULINE SCHNAPPER

*The Economist* est un cas particulier. Je ne le classe pas dans la presse britannique mais dans la presse internationale des milieux économiques et financiers. *The Economist*, plus lu à l'extérieur du Royaume-Uni qu'au Royaume-Uni, était beaucoup plus pro-européen il y a quinze ans qu'il ne l'est aujourd'hui et il est devenu effectivement très critique de la France mais aussi de l'Union Européenne. En évoquant la presse eurosceptique je pensais à la presse quotidienne la plus lue, la presse dite « de qualité » (*The Times* ou *The Daily Telegraph*) et surtout la presse tabloïd (*The Sun* et *The Daily Mail*).

BENOIT D'ABOVILLE

Le *Financial Times* et *The Economist* sont contre le *Brexit*. Mais la connivence entre une partie du gouvernement britannique et Murdoch a pesé dans le débat pendant des années. Je crois qu'on ne peut pas sous-estimer l'influence et la personnalité de Murdoch.

Sur la question de l'immigration polonaise justement évoquée par Sir Peter Ricketts, il faut bien reconnaître la responsabilité du gouvernement britannique qui, alors que tout le monde demandait – et obtenait – une période de transition, s'entêtait à s'y opposer. C'est pourquoi la Grande-Bretagne était à l'époque un des seuls pays (avec l'Irlande et la Suède) où les Polonais pouvaient accéder sans condition.

GILLES CASANOVA

La forme que prend le débat public sur ces sujets, notamment en France et en Angleterre, ne révèle-t-elle pas le fait, à la fois culturel et politique, que l'opinion est structurée, travaillée, organisée par un système médiatique.

En France il est très univoque. Il y avait 80 % de temps d'antenne pour le Oui lors du référendum européen. Aujourd'hui, quand la chancelière d'Allemagne dit qu'il faut « donner une fessée » à la France et à l'Italie pour qu'elles reviennent dans le droit chemin, une majorité de médias français lui donnent raison et considèrent que les deux élèves indociles feraient bien de baisser le nez.

À l'inverse, au Royaume-Uni pour des raisons liées au système médiatique anglais, celui-ci a développé un mouvement exactement inverse. Tout comme en France les hommes politiques considèrent qu'on ne peut pas gouverner contre *Le Monde*, contre le système médiatique, les hommes politiques anglais n'osent pas s'affronter directement aux médias. Et le fossé se creuse entre le peuple et la classe politique car les phénomènes qui sont en jeu ne sont pas reflétés par les discours des médias. Cela crée un élément supplémentaire de difficulté dans la relation entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne.

SIR PETER RICKETTS

C'est un point très intéressant, il faut y réfléchir. Mais les médias classiques sont de moins en moins lus par la jeune génération et je ne suis pas sûr que l'impact de ces médias soit aussi important qu'il l'était il y a dix ou vingt ans.

Depuis le discours de M. Cameron qui a mis sur la table la question de l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union Européenne, on a quand même

observé dans les sondages une montée des opinions favorables à l'Europe, défendues par la *CBI* (*Confederation of British Industry*), notre équivalent de votre Medef, par les investisseurs, toutes voix qui commencent à parler des avantages que présente l'Europe pour le Royaume-Uni. Ce n'est que le début d'un débat et le référendum sur l'Écosse a montré que nous sommes capables, nous aussi, d'avoir un débat de fond sur une question importante. Alors, le moment venu – si le moment vient – je pense que nous serons capables d'avoir un vrai débat sur les enjeux. Je l'espère au moins.

CHARLES GRANT

Certes la majorité de tabloïds sont contre l'Europe. Quatre grands groupes sont eurosceptiques, celui de Rupert Murdoch mais aussi le *Daily Mail*, le *Telegraph group* et le groupe *Daily Express*. Murdoch n'est pas le pire d'entre eux. Le *Times* est moins mauvais que les autres. Mais il ne faut pas oublier la *BBC*, qui tente d'être objective. D'ailleurs l'aile eurosceptique du parti conservateur n'aime pas du tout la *BBC* qui se refuse à traiter des questions européennes du seul point de vue eurosceptique. Et dans une campagne référendaire, la *BBC* pèsera plus que le *Sun*.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Ce qui me paraît ressortir de nos échanges, à l'évidence, c'est que l'hypothèse du *Brexit* a été sortie du débat puisque nous n'avons pas du tout abordé la question de ce qui se passerait s'il y avait effectivement une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. Cela me paraît être une question qu'il faut traiter avant de nous séparer.

J'aimerais Monsieur l'ambassadeur, vous poser la question de savoir comment un pays attaché à sa souveraineté nationale comme la Grande-Bretagne peut envisager, à travers le traité de libre-échange transatlantique, qu'un certain nombre de litiges soient réglés devant des institutions transnationales ou américaines. L'extra-territorialité du droit, qui prévaut de plus en plus, inquiète en France depuis l'amende infligée par le Département de la justice américain à



BNP Paribas. Nous observons en effet une tendance à ce que des normes internationales définies complètement en dehors de nos usages démocratiques finissent par s'imposer.

Ne pensez-vous pas que, dans la négociation du traité de libre-échange, cette question mériterait d'être isolée et bien comprise par nos négociateurs avant qu'ils ne s'engagent dans des chemins de traverse ?

SIR PETER RICKETTS

Certainement, cette question doit être comprise. Vous faites référence, je pense, à l'*ISDS (Investor-state dispute settlement)*<sup>15</sup> qui est un moyen de régler les litiges. Savez-vous combien la Grande-Bretagne a de procédures arbitrales en cours ? 94 ! Une de moins que la France, qui en a 95 ! Et nous n'avons jamais perdu ! Comme devant tout tribunal, si vous défendez une bonne cause, vous la gagnez. Alors pourquoi être si frileux à l'idée d'introduire dans notre accord avec les États-Unis un mécanisme de règlement des différends devenu tout à fait banal dans les accords d'investissements avec tous les autres pays du monde ? (Nous venons nous-mêmes d'en introduire un dans notre accord de libre-échange avec le Canada). Vraiment nous ne comprenons pas vos réticences. Nous pensons qu'avec un bon dossier et de bons arguments on peut se défendre devant les tribunaux des États-Unis, aussi bien que devant ceux du Canada ou d'autres pays.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Peut-être, Monsieur l'ambassadeur, nos réticences viennent-elles du fait que nous considérons que les États-Unis sont un pays qui n'est pas tout à fait comme les autres. Autant vous pouvez avoir confiance dans la justice du Canada,

---

<sup>15</sup> Mécanisme de règlement des différends entre investisseurs privés et États. Il s'agit d'un arbitrage commercial international exercé par des tribunaux d'arbitrage privés qui se substituent aux tribunaux de droit commun (soupçonnés de privilégier la souveraineté des États et leurs droits nationaux), dans le but de déterminer si les gouvernements ont amputé les bénéfices des entreprises par leurs décisions politiques – avec le pouvoir de leur infliger des amendes.

comme vous avez confiance dans la justice de votre propre pays, autant quand vous êtes devant la justice américaine vous pouvez faire confiance au souci que les juges américains auront de l'intérêt des États-Unis, me semble-t-il. C'est une hypothèse que j'ose à peine risquer mais ne correspond-elle pas, quand même, à la réalité ?

SIR PETER RICKETTS

Dans ce cas, il ne faut pas signer de contrats avec les Américains !

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

On peut avoir des contrats avec les Américains et définir en matière de litiges des règles qui ne soient pas automatiquement pénalisantes pour nous. Cela ne veut pas dire que ce sont les tribunaux français qui devraient être compétents. Mais il faut trouver des formules adaptées, me semble-t-il. Peut-être aussi sommes-nous plus sensibles que vous à certains déséquilibres.

Je reviens à la question essentielle : Si le *Brexit* se produisait, comment pourrions-nous nous en tirer ?

D'abord il faudrait trouver des arrangements pour que tout se passe aussi bien que possible, concernant, par exemple, le règlement de la question des touristes, des retraités... Peut-être pourrait-on imaginer un statut à la Suisse (qui, je le dis en passant, est d'ailleurs très avantageux pour la Suisse)

Surtout comment ne pas alimenter ce sentiment de plus en plus prégnant de distance entre le Royaume-Uni et le continent (qui n'est pas dans l'intérêt du Royaume-Uni) ? Vous disiez tout à l'heure que le Royaume-Uni ne s'est jamais désintéressé de ce qui se passait sur le continent. Il a eu un temps la politique des « mains libres » et il lui est arrivé, quand il le jugeait nécessaire, de choisir ses alliés.

Pouvez-vous nous dire comment vous envisagez la situation si le *Brexit* se produisait ?

À moins que vous ne préfériez exorciser cette hypothèse par une sainte terreur...

SIR PETER RICKETTS

Pour un fonctionnaire il n'est pas facile de répondre à cette question parce que la volonté politique du gouvernement est de rester au sein d'une Union Européenne réformée. À ma connaissance, on ne travaille pas à Whitehall sur l'hypothèse du *Brexit*. J'ai travaillé suffisamment près des hommes politiques pendant toute ma carrière pour savoir que les questions hypothétiques sont les plus dangereuses, surtout en fin de colloque, où le risque est grand de dire une bêtise qu'on regrettera !

Beaucoup de choses ne changeraient pas, même dans l'hypothèse d'une décision massive qui aurait des conséquences énormes pour le Royaume-Uni, pour l'Europe, dans beaucoup de domaines. Nous serions toujours à vingt *miles* de la France et l'Eurostar continuerait à rouler. Les intérêts que nous avons en commun dans les domaines de la défense, des affaires étrangères, du commerce, de l'investissement, subsisteraient.

Mais, vraiment, je trouve difficile d'aborder le sujet dans le détail en raison des conséquences colossales d'une telle décision. Je préfère m'en tenir au débat et expliquer pourquoi il est dans notre intérêt de rester dans une Union Européenne réformée.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Mais peut-être, Monsieur l'ambassadeur, cela montrerait-il au moins l'intérêt des solutions intergouvernementales puisqu'il serait hors de question que le Royaume-Uni sorte de l'Europe sans qu'on trouve un certain nombre d'arrangements, d'autres types de traités. Et cela conduirait également le Royaume-Uni à conclure des traités nécessairement intergouvernementaux avec d'autres pays. Vous avez évoqué la défense, nous pourrions envisager un traité entre nos deux pays sur cette question. Vous pourriez signer des accords avec d'autres pays sur d'autres questions. Peut-être – je me prends à rêver – cela acclimaterait-il les citoyens des différents pays d'Europe à l'idée qu'une bonne formule intergouvernementale vaut parfois mieux qu'une mauvaise intégration. Mais c'est vraiment un rêve parce que certains pays sont trop intégrés, pris dans la zone euro, j'en ai bien conscience.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

J'ajoute qu'un tel événement aurait une résonance considérable dans le monde, en Europe, en France. Car si la Grande-Bretagne s'écartait de l'Union Européenne, cela poserait beaucoup de questions à nombre de nos concitoyens.

Peut-être serait-ce aussi l'occasion de repenser l'Europe à la lumière de concepts plus sains (les concepts de nation, de démocratie, de responsabilité, de coopération...) et de travailler sur la manière dont nous pouvons exercer en commun certaines compétences. Je citerai l'exemple d'Airbus, forme de coopération en matière d'aéronautique entre plusieurs pays, où nous avons trouvé un système totalement pragmatique, une grande société avec de petites participations d'États, dont la règle tacite est l'équilibre. Évidemment cela pose problème en cas de désaccord entre États, comme lors de l'échec de la fusion avec *BAE Systems*, à laquelle nous étions plutôt favorables, les Allemands s'y opposant par crainte, peut-être, que le centre de gravité du futur groupe ne se déplace au détriment de l'Allemagne.

Concernant l'impérieuse nécessité de préserver la base industrielle et technologique de défense entre la France et la Grande-Bretagne, dont vous avez tous parlé, je dirai que, même dans l'hypothèse du *Brexit*, elle resterait un impératif. La logique sera toujours là et, comme vous l'avez dit, il y a des données qui appartiennent à la géographie, aux forces constitutives, dont il est difficile de faire l'économie.

VIVIEN PERTUSOT

En ce qui concerne le *Brexit*, je pense que ce serait une décision massive qui aurait des conséquences massives. Je suis beaucoup moins optimiste sur la capacité des Européens et des Britanniques à trouver un accord profitable pour les Britanniques. Je pense que le point central sera de savoir si les Britanniques peuvent rester dans le marché intérieur ou pas. Bien sûr, les Britanniques voudront sortir de l'Union Européenne et rester au sein du marché intérieur biens et services, ce qui sera inacceptable pour les Européens. Personne en Europe, à commencer par la France, n'acceptera que la *City*, poumon des services financiers européens, puisse faire partie du marché intérieur sans être

tenue par les règles de l'Union Européenne. Et on risque d'avoir finalement un retour aux règles de l'OMC.

CHARLES GRANT

Vivien Pertusot a tout à fait raison. Si les Britanniques décident de quitter l'Union Européenne, ils devront se positionner sur un spectre qui va de la Norvège à la Chine. À un bout du spectre, la Norvège a beaucoup d'accès au marché unique sans souveraineté (les Norvégiens acceptent tous les règlements de Bruxelles sans avoir la capacité à voter sur ces lois). À l'autre bout, la Chine a beaucoup moins d'accès au marché unique mais garde sa souveraineté sur les réglementations (les Chinois peuvent décider quelles lois ils veulent pour la Chine). Alors, si les Britanniques quittent l'Union Européenne, ils devront choisir soit la situation de la Norvège, soit celle de la Chine ou encore une situation intermédiaire. Mais, comme le dit Vivien Pertusot, si nous voulons conserver un accès au marché unique, nous devons accepter les lois communautaires sans avoir la capacité à influencer ces lois.

J'ajoute que la Norvège doit accepter tous les immigrés européens, plus encore que le Royaume-Uni. Pour cette seule raison, nous devons fermer nos frontières si le Royaume-Uni quitte l'Union Européenne. L'économie britannique en souffrira énormément. Des centaines de milliers de Français travaillent à Londres, en particulier à la *City*. La *City* souffrirait énormément de l'expulsion de tous ces Français, ces Allemands, ces Belges, qui résulterait du *Brexit*.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je tiens à vous remercier très sincèrement et à vous dire toute notre reconnaissance, Monsieur l'ambassadeur, pour les réponses très argumentées et toujours très subtiles que vous avez apportées. Vous avez fait un exposé très remarquable, très intéressant, comme l'ont d'ailleurs été les interventions des autres orateurs que je veux également remercier chaleureusement.



## **PUBLICATIONS RECENTES**

### **UNE POLITIQUE DU TRAVAIL**

Colloque du 9 janvier 2012

### **LA RÉFORME DES BANQUES**

Colloque du lundi 23 janvier 2012

### **APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE**

Table ronde du lundi 13 février 2012

### **L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?**

Colloque du lundi 24 septembre 2012

### **L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF**

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

### **LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?**

Colloque du lundi 10 décembre 2012

### **OCCIDENT ET MONDIALISATION**

Colloque du lundi 21 janvier 2013

### **LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE**

Colloque du lundi 11 février 2013

### **NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI**

Colloque du mardi 21 mai 2013

### **LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL**

Colloque du lundi 17 juin 2013

### **LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE**

Colloque du lundi 16 septembre 2013

### **L'EXCEPTION CULTURELLE**

Colloque du lundi 14 octobre 2013

### **REFAIRE L'EUROPE ?**

### **APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE**

Colloque du lundi 2 décembre 2013

### **L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES**

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

**LE MAGHREB ET SON NORD**

Colloque du lundi 17 février 2014

**GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?**

Colloque du lundi 31 mars 2014

**LA GUERRE DES MONNAIES ?**

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?  
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

**LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?**

Colloque du lundi 23 juin 2014

**LA RUSSIE EN EUROPE**

Colloque du mardi 23 septembre 2014

**RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE**

Colloque du lundi 28 octobre 2014

**LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE**

Colloque du lundi 8 décembre 2014



## NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Kevin Limonier**, allocataire de recherche et moniteur d'enseignement supérieur, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, doctorant-allocataire de recherche au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Le Royaume-Uni et l'Europe ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **Pour les marchés, le risque sur la dette française reste sept fois plus important qu'avant la crise** » (tribune parue dans La Tribune le 8 octobre 2014)
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien », Le Seuil, 2013 : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs : « **Le français, les mathématique ou les sciences : que faut-il privilégier ?** »
- **Jacques Sapir, Philippe Murer**, économistes, avec la contribution de **Cédric Durand** : « **Les scenarii de dissolution de l'Euro** » (étude commandée par la Fondation Res Publica, parue le 02 septembre 2013)
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

## NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « Le Choc des Empires » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.
- « **Vers "l'économie des besoins"** », note de lecture de « *L'Economie des besoins – Une nouvelle approche du service public* », de **Jacques Fournier** (Odile Jacob, février 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.






FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

[info@fondation-res-publica.org](mailto:info@fondation-res-publica.org)

Achévé  
d'imprimer  
en février 2015